

LES FAITS MARQUANT DE LA CDP 8 DE LA CLD: MERCREDI 12 SEPTEMBRE 2007

Les délégués à la CdP 8 de la CLD se sont réunis dans une séance du matin de la Grande Commission et une table ronde ministérielle de l'après-midi, consacrées au thème Désertification et adaptation aux changements climatiques. Les groupes de contact sur les programme et budget et sur le CRIC, et le Comité des Amis du Président sur le plan stratégique décennal, se sont réunis tout le long de la journée.

LA GRANDE COMMISSION

REGLE 47: Le président de la GC, Ositadinma Anaedu (Nigeria), a ouvert la réunion et le secrétariat a invité les délégués à examiner le projet de texte de la Règle 47 (majorité des voix requise pour l'adoption des décisions) (ICCD/COP(8)/6). Le BRESIL, appuyé par l'ARABIE SAOUDITE et le CANADA, a déclaré que le consensus est la meilleure méthode pour les organismes multilatéraux et n'a pas apporté son soutien à des procédures décisionnelles par voie de scrutin. Le président Anaedu a noté qu'il n'y avait pas d'objection.

LA TABLE RONDE MINISTERIELLE SUR LA DESERTIFICATION ET L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La présidente de la CdP 8, Cristina Narbona, a présidé une table ronde ministérielle durant l'après-midi. Plusieurs orateurs ont félicité le Secrétaire exécutif de la CLD désigné, Luc Gnacadja, placé à leurs côtés à la tribune. Plusieurs orateurs ont indiqué qu'ils attendaient avec impatience les discussions et le résultat de la réunion de la CLD prévue au mois de décembre prochain à Bali, Indonésie.

Laurent Sedego, ministre de l'environnement et de la qualité de vie, BURKINA FASO, a noté que la désertification entrave le développement de son pays, qu'elle est liée à la pauvreté et qu'elle cause des conflits accrus. Il a appelé à un cadre pour le dialogue aux niveaux international et régional et à la mobilisation de fonds pour le traitement des questions interconnectées de la désertification et des changements climatiques.

Juan Mario Dary Fuentes, ministre de l'environnement et des ressources naturelles, GUATEMALA, a parlé du travail accompli dans le domaine de l'efficacité énergétique dans son pays, soulignant son rôle dans la réduction de la pauvreté et la concrétisation des Objectifs du millénaire pour le développement. Il a indiqué que l'expansion des investissements privés et publics et l'intégration des considérations touchant aux risques liés aux changements climatiques, restent des défis clés à relever.

Patrizia Sentinelli, vice-ministre des affaires étrangères, ITALIE, a suggéré qu'un instrument consacré à la sécheresse et à l'accès à l'eau améliorerait le traitement de ces questions par la

communauté internationale, et a signalé que le gouvernement italien est prêt à accueillir une conférence mondiale sur le droit à l'eau et à la lutte contre la désertification.

Evoquant les récentes oscillations climatiques extrêmes aux Caraïbes, Ligia Dastro de Doens, administrateur général, Autorité nationale de l'environnement, PANAMA, a mis en relief les synergies entre les trois Conventions de Rio, et a parlé de l'approche de gestion par écosystème adoptée par Panama dans le domaine de la conservation.

Humberto Rosa, secrétaire d'Etat, ministre de l'environnement, de l'aménagement du territoire et du développement régional, PORTUGAL, a déclaré que toutes les sources de financement, y compris celles privées, devraient être prises en considération et que l'APD devrait être liée aux objectifs du développement durable. Il a mis en relief les réductions d'émissions de gaz carbonique proposées par l'UE, en fonction des engagements qui seront pris par d'autres dans ce sens, et a souligné le besoin de remodeler l'approche de la gouvernance environnementale internationale.

Le ministre des ressources naturelles et de l'environnement de SAMOA, Faumina Liuga, a parlé des progrès accomplis dans le PAN de Samoa, parachevé en 2006, et de ses financeurs. Il a noté les défis posés par les changements climatiques aux petits Etats insulaires, et a encouragé la CLD à se concentrer sur cette question.

Cristina Narbona, ministre de l'environnement, ESPAGNE, a déclaré qu'il devrait y avoir une progression vers un nouveau modèle de gouvernance, a plaidé pour la mise en place d'une Organisation des nations Unies pour l'environnement, et a indiqué qu'on devrait tirer profit des instruments disponibles, tels que ceux ayant trait aux changements climatiques et aux forêts.

Yvo de Boer, secrétaire exécutif, Convention-cadre sur les changements climatiques, a déclaré que "c'est la volonté politique et non des réformes institutionnelles, quelles qu'elles soient," qui habilitera les trois Conventions à donner des résultats, et a parlé de quatre domaines de synergie potentielle entre la CCCC et la CLD, à savoir: le reboisement et la gestion des sols; l'adaptation; la sensibilisation, la conscientisation, l'information et la science; et l'atténuation.

Ahmed Djoghlaif, secrétaire exécutif, Convention sur la diversité biologique (CDB), a rapporté que l'Organe subsidiaire chargé de fournir des avis scientifiques, techniques et technologiques est en train d'élaborer des directives concernant la manière d'intégrer les changements climatiques dans tous les programmes de travail de la CDB, et a appelé à l'élaboration d'outils d'adaptation.

Michel Jarraud, secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale, a souligné la valeur des systèmes d'observation et d'alerte précoce, du renforcement des capacités dans le domaine de la diffusion des informations, et de l'intégration de la prévention des risques dans les décisions politiques prises dans le cadre des synergies entre les Conventions.

Le secrétaire exécutif désigné, Luc Gnacadja, a évoqué la récente étude de l'Université des Nations Unies sur les changements climatiques et la désertification, qui classe ces sujets parmi "les plus grands défis de notre temps." Il a noté la nécessité d'une volonté politique à tous les niveaux, et à la mise à contribution de nouveaux acteurs, notamment, le secteur privé.

Au cours du débat, la GUINEE a souligné le besoin de technologies agricoles capables de maîtriser les émissions de gaz à effet de serre. Le délégué de la MOLDAVIE a accueilli avec satisfaction les appels à la synergie et a indiqué qu'il est à la recherche de partenaires pour la mise en œuvre de la CLD. L'EGYPTE a encouragé le financement de l'adaptation aux changements climatiques et du plan stratégique décennal, pour réactiver la coopération sud-sud, et a offert de fournir une formation en Afrique dans le domaine du génie phytogénétique pour aider à combattre l'érosion des terres. Le délégué du TCHAD a exprimé le souhait de rencontrer le secrétaire exécutif de la CDB. CUBA a rappelé le principe de responsabilités communes mais différenciées et a déclaré que des sacrifices doivent être consentis par les pays donateurs. L'ARABIE SAOUDITE a souligné que la désertification touche tous les pays. L'IRAN a mis en exergue les avantages de l'approche de gestion par écosystème dans les initiatives relatives aux terres sèches. HAÏTI a appelé la communauté internationale à soutenir la suppression progressive des effets des changements climatiques. Pour réaliser des synergies entre les Conventions, la SYRIE a appelé à un cadre de la mise en œuvre intégré. La POLOGNE a parlé de l'importance du boisement et a indiqué qu'elle mettra l'accent sur la gestion des forêts lorsqu'elle accueillera la CdP 14 de la CCCO à Poznan, en décembre 2008. La TURQUIE a mis en exergue la conservation des sols. Le KENYA a demandé à être édifié sur les causes du manque de volonté politique.

GROUPE DE CONTACT DE COMPOSITION NON LIMITEE – PROGRAMME ET BUDGET

Coprésidé par Jozef Buys (Belgique) et Ositadinma Anaedu (Nigeria), le groupe de contact s'est réuni toute la journée. Un projet de décision révisé sur la base de la discussion de mardi, a été distribué. Le groupe a d'abord examiné la question du Fonds supplémentaire. Une délégation a souligné le besoin de restructurer le secrétariat et plusieurs délégations ont indiqué que le budget du secrétariat devrait être ajusté de manière à être en phase avec le plan stratégique décennal. Une autre délégation a déclaré que la CdP ne devrait pas micro-gérer le Fonds supplémentaire.

Le groupe a examiné une note émanant du président du CST à l'intention du président de ce groupe, note qui décrit les implications financières des décisions du CST. Le secrétariat a présenté des éclaircissements sur les implications budgétaires associées aux activités du CST, y compris le programme de bourses universitaires, le projet LADA, les réunions du Bureau du CST et les sessions ordinaires du CST. Une délégation a déclaré qu'étant donné que ces implications financières seront le résultat des décisions de la CdP, les délégués devraient les accepter. Plusieurs délégations ont déclaré que le budget devrait être examiné lorsqu'elles auront les conclusions des autres groupes de contact.

Le groupe a également examiné le budget du MM (ICCD/COP(8)/2/Add.2). Le MM a présenté le budget, a expliqué ses besoins en matière de personnels et a répondu aux questions des délégués. Une délégation a encouragé le groupe à ne pas s'attarder sur les détails ou la micro-gestion du budget. Le coprésident Buys a indiqué que le budget du MM serait intégré dans le budget du secrétariat et examiné davantage. Il a clos la réunion en précisant qu'il attendait le feedback des groupes sur le plan stratégique décennal et sur le CRIC, jeudi.

GROUPE DE CONTACT DE COMPOSITION NON LIMITEE – CRIC

Le groupe de contact présidé par Bongani Masuku (Swaziland) s'est réuni brièvement le matin et a convenu de se réunir de nouveau l'après-midi, pour examiner deux projets de décisions supplémentaires, soumis par la GC. Les délégués ont achevé une

première lecture du projet de décision L.16 concernant le suivi du SMDD et les préparatifs des CDD 16 et CDD 17. Les parties ont divergé sur le point de savoir si elles devaient demander au secrétaire exécutif de la CLD d'influencer le programme de travail ou les résultats des CDD 16 et CDD 17, ainsi que sur le niveau de détail qu'elles devaient fournir au secrétaire exécutif à cet effet. Le libellé consacré à ce sujet est resté croché.

Le groupe de contact a entamé l'examen du projet de décision L.15 concernant les procédures ou mécanismes institutionnels supplémentaires pour aider à l'évaluation de la mise en œuvre de la Convention. Le président du CRIC, Franklin Moore (Etats-Unis) a expliqué que toutes les décisions liées au CRIC, à l'exception de celle concernant le programme de la CRIC 7, ont été transmises au groupe de contact sur le CRIC, par le groupe de contact sur le plan stratégique décennal, aux fins de faciliter le parachèvement des travaux. Toutes les parties se sont accordées sur le souhait de renouveler le mandat du CRIC, mais ne sont pas parvenues à s'entendre sur le point de savoir si, oui ou non, il fallait en faire un organe subsidiaire permanent de la CdP. Plusieurs parties ont suggéré de renouveler le mandat du CRIC jusqu'à la CdP 9, pour donner le temps d'établir les attributions de son établissement comme organe permanent à partir de là. Une délégation a souligné que de nombreux pays en développement estiment que le CRIC est le "cœur" de la Convention et a encouragé les parties à "présenter une déclaration" là dessus. La délégation a suggéré de rendre le CRIC un organe permanent, sous réserve de l'adoption de ses attributions à la CdP 9. Les parties ont décidé de ne pas procéder à l'élaboration des attributions à la CdP 8 mais n'ont pas pu aller plus loin dans le consensus. Le groupe se réunira de nouveau jeudi.

DANS LES COULOIRS I

Le "Comité des Amis du président" sur le plan stratégique décennal s'est enfermé dans des négociations privées tout l'après-midi de mardi et toute la journée de mercredi. Durant cette période, le groupe s'est, croit-on savoir, focalisé de manière prédominante, sur les sept éléments décisionnels concernant la coordination entre le secrétariat et le MM. Certains ont rapporté que les délégués étaient près du consensus, l'unique question restée en suspens étant la proposition de poursuivre le soutien aux "UCR disponibles." Des rapports suggèrent que les deux autres sujets qui ont suscité l'intérêt, sont la proposition demandant au secrétaire exécutif, en collaboration avec le MM, d'examiner les propositions régionales et les voies et moyens de les rendre opérationnelles, et la proposition de mener une évaluation externe indépendante du MM. Plusieurs délégués ont fait part, mercredi soir, de leur optimisme de voir une avancée rapide se produire, jeudi, vers un accord sur les propositions que le groupe de composition non limitée a "mis de côté" lorsqu'il a transmis le projet aux "Amis" du président.

DANS LES COULOIRS II

Au moment où la discussion du budget entamait un démarrage, croit-on savoir, lent mais cordial, certains participants ont fait part de leurs réserves concernant le point de savoir si l'atmosphère constructive allait continuer lorsque les interconnexions entre les groupes de contact seront abordées. Quelques délégations ont estimé que les négociations sur le budget devraient commencer lorsqu'elles auront les résultats des autres groupes de contact et, en particulier, ceux du groupe sur le plan stratégique. Toutefois, un délégué a fait remarquer qu'attendre ces résultats pour commencer le travail risquait de donner lieu à des pourparlers nocturnes tardifs, vendredi. Plusieurs délégués ont exprimé l'espoir de voir les efforts de coordination avec les divers groupes en vue d'obtenir un renseignement sur les éventuelles implications financières des résultats de ces groupes, être gérés avec soin.

En attendant, les délégués ont semblé positifs au sujet de l'introduction "sans bruit" du secrétaire exécutif désigné de la CLD, Luc Gnacadja, à la CdP, notant qu'il "a bien joué sa partition," la table ronde n'étant pas "son" forum, mais le forum des ministres. Gnacadja est arrivé à Madrid pendant le week-end pour "étudier le paysage" et il est en train de travailler avec, dans la poche, une longue liste de groupes et de personnes à consulter.